**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 26 août 2011

CP 11/08-11

L'an deux mil onze, le 26 août à 15 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à la mairie de Monclar-de-Quercy sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Étaient présents : MM. Empociello, Cambon, Massip, Moignard, Albert, Roger, Hébral, Lavabre, Capayrou et Quéreilhac ;

Absents ayant donné procuration de vote : MM. Gonzalez, Descazeaux, Roset et Marty ;

**CONTRAT LOCAL D'ENGAGEMENT DE LUTTE CONTRE LA
PRECARITE ENERGETIQUE**

Depuis le 1er janvier 2010, le Conseil Général est délégataire des aides à la pierre. Il a donc la responsabilité des crédits de l'ANAH qui lui sont affectés mais aussi la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de logement social.

L'Etat, dans le cadre des investissements d'avenir, a créé un programme d'aide spécifique à la rénovation thermique des logements " habiter mieux " qui permettra de soutenir la lutte contre la précarité énergétique.

Le contenu :

Ce programme national, doté d'un fonds, le fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), d'un montant de 500 millions d'euros, est géré par l'ANAH et vient en complément des aides habituelles. Il est destiné à aider 300 000 propriétaires occupants à financer les travaux de rénovation thermique les plus efficaces, pour diminuer **d'au moins 25% les déperditions d'énergie.**

Au niveau régional, une enveloppe de 3,3 millions d'euros est affecté à ce programme.

Les bénéficiaires :

Il s'agit des propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes qui bénéficient des aides aux travaux de l'ANAH.

Les conditions d'octroi :

L'octroi de cette aide est soumis à l'existence d'un **contrat local d'engagement (CLE) contre la précarité énergétique** sur le territoire du délégataire (le Conseil Général), qui est soumis ce jour à votre examen.

Le contrat est conclu entre l'Etat, l'ANAH, le Conseil Régional et la SACICAP-PROCIVIS Tarn - Tarn-et-Garonne. Ce dernier partenaire est une société coopérative d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété, avec laquelle le Conseil Général a conclu une convention par délibération de la commission permanente du 18 novembre 2010 ci-annexée, et dont une des missions est l'octroi de prêts aux propriétaires occupants pour lutter contre l'habitat indigne.

Ce contrat définit les conditions d'éligibilité des ménages propriétaires occupants au programme national «habiter mieux », conditions relatives à leurs ressources, et aux travaux d'économie d'énergie à réaliser avec l'assistance d'un opérateur technique.

Sont également déclinés dans ce contrat les objectifs à atteindre sur la période 2011-2013, soit, sur le territoire de la délégation départementale 634 logements.

Afin de mettre en oeuvre ce contrat, les parties ont défini les conditions financières de leurs interventions :

- L'ANAH, selon sa politique en vigueur,
- L'Etat, par son concours, via l'ANAH, aux prestations d'ingénierie et à la réalisation des travaux,
- La Région Midi-Pyrénées, par l'émission d'un éco-chèque logement de 1 500 € par propriétaire occupant bénéficiaire,
- Le Conseil Général, par l'attribution, en application de la délibération du 21 avril 2011, d'une aide de 500 € par propriétaire occupant modeste bénéficiant du programme sur son territoire de délégation.

Je vous serais obligé de bien vouloir approuver le présent contrat et m'autoriser à le signer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve le contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique conclu entre l'Etat, l'ANAH, le Conseil Régional définissant les conditions d'éligibilité des ménages propriétaires occupants au programme national «habiter mieux », conditions relatives à leurs ressources, et aux travaux d'économie d'énergie à réaliser avec l'assistance d'un opérateur technique ;
- Précise que les différentes parties ont défini comme suit les conditions financières de leurs interventions afin de mettre en oeuvre ce contrat :
  - L'ANAH, selon sa politique en vigueur,
  - L'Etat, par son concours, via l'ANAH, aux prestations d'ingénierie et à la réalisation des travaux,
  - La Région Midi-Pyrénées, par l'émission d'un éco-chèque logement de 1 500 € par propriétaire occupant bénéficiaire,
  - Le Conseil Général, par l'attribution, en application de la délibération du 21 avril 2011, d'une aide de 500 € par propriétaire occupant modeste bénéficiant du programme sur son territoire de délégation.
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département le contrat correspondant.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,